

M. Besnard démissionne.
On ne le remplace pas!
Alors à quoi servait-il ?

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS
1 An 18 fr. 6 Mois 9 fr. 3 Mois 4 fr. 50 1 MOIS 1 fr. 50

Lettres du Front

LE TALENT ne s'acquiert pas à l'ancienneté

A notre époque de fausse démocratie, on a pour habitude d'ouvrir, le 14 juillet, les théâtres à la foule. Ce jour-là, les places sont garnies, non point d'après la qualité des spectateurs, mais suivant leur tour de tête. Le premier arrivant prend la première place; le dernier le moins bonne. Je me suis toujours demandé, par exemple, pourquoi cette mesure démocratique ne s'étendait pas aux acteurs et aux figurants. En toute loyauté, le premier artiste arrivé au théâtre, le jour du 14 juillet, devrait jouer le premier rôle, fût-il simple figurant, et le dernier venu devrait figurer sur la scène, fût-il un grand acteur.

Vous me répondez que ma proposition est absurde et que l'ordre d'arrivée ne saurait remplacer le talent... Taisez-vous ! méfiez-vous ! voici que, sans y prendre garde, vous faites tout justement le procès de notre organisation militaire.

C'est, en effet, par ordre d'arrivée que les acteurs sont placés sur notre grande scène militaire, et cette règle, même en temps de guerre, ne supporte aucune exception. Pour être général, il faut avoir usé l'énergie de sa vie tout entière dans des emplois subalternes, et un simple soldat, fût-il Hoche ou Marceau, ne peut guère espérer dépasser, en fin de carrière, le grade de capitaine.

Est-il besoin de le faire observer, un pareil système serait considéré comme absurde s'il s'agissait d'organiser une affaire civile destinée à donner des résultats tangibles, et non pas une affaire administrative destinée à protéger, comme en Chine, des droits acquis.

Personne ne songerait à exiger d'un futur ingénieur en chef d'une compagnie de chemins de fer qu'il commençât par porter les bagages dans une gare, et la Constitution ne prévoit pas que l'on doive, durant sa jeunesse, cirer le parquet pour devenir ministre de la justice. La pleine maturité physique et morale est la même pour tous les hommes, les talents seuls diffèrent et les spécialités.

L'âge d'un parfait garçon de bureau est le même que celui d'un parfait directeur en possession de tous ses moyens.

Dans l'armée, l'âge d'un bon adjudant doit être le même que celui d'un bon capitaine et d'un bon général, à peu d'années près. Cela est si vrai que, déjà, dans l'armée, on a prévu deux portes s'ouvrant au même âge : l'une par le rang, pour les sous-officiers ; l'autre, par les écoles, pour les officiers ; il en manque une troisième pour les officiers généraux.

Qu'en temps de paix on considère les grades supérieurs comme une sorte de récompense honorifique en fin de carrière, c'est là un abus qui ne choque personne, mais, en temps de guerre, transformer le sommet de la hiérarchie en asile de vieillards, c'est là une erreur grossière et ce n'est point une consolation suffisante de la savoir partagée par nos ennemis.

Parce que cette troisième porte manque dans l'armée, parce que nous n'avons pas de généraux de quarante ans, il est facile de constater que, toutes proportions gardées, nos généraux ne valent pas nos sous-officiers et nos jeunes commandants.

Remarque bien que je n'entends point parler ici du haut commandement qui, loin du front, doit contrebalancer par sa maturité et sa pondération l'élan souvent irréflecti des combattants : un généralissime peut être âgé sans inconvénient, bien au contraire. Par contre, l'expérience de chaque jour nous démontre que des généraux combattants doivent avoir l'âge des troupes qu'ils commandent, moralement tout au moins. Ils doivent leur être supérieurs par le talent et non par les infirmités.

Souvent, en constatant d'étonnantes incapacités séniles dans le haut commandement, on se demande par quel prodige tout semble cependant marcher si bien. Cherchez un peu et, dans chaque secteur, dans chaque bureau, vous découvrirez bien vite le capitaine, le lieutenant, souvent même le sergent qui, en fait, commande sans titre officiel, car la nécessité ne connaît pas de loi hiérarchique.

Avec la guerre, c'est-à-dire avec l'introduction dans l'armée de tous les éléments capables et intelligents du pays,

ces contresens se sont multipliés d'une façon gênante.

Ici, c'est un simple soldat, ancien élève des Ponts et Chaussées, directeur d'importantes usines, qui organise, pendant des mois, la défense de tout un secteur, fait décorer son capitaine et est nommé... caporal.

Plus loin, c'est un jeune lieutenant d'artillerie qui paraît gêné d'avoir à apprendre à son général que le bruit que l'on entend au bout du village est celui de nos 75 qui tirent et non des obus boches qui atterrisent.

Dans un autre endroit, voici un capitaine qui, gentiment d'accord avec trois commandants hors d'âge, les charge des travaux de bureau pendant que lui-même organise la région.

Voici, dans une gare, tout un état-major d'officiers supérieurs aux ordres d'un employé du chemin de fer, seul compétent...

Mais il est inutile de multiplier ces exemples à l'infini : interrogez dans chaque unité, et vous serez fixé.

Que faut-il donc faire ? En temps normal, créer une école d'officiers généraux opérant une sélection rigoureuse, exigeant les examens les plus durs et les stages nécessaires, mais permettant à un chef de valeur de commander à quarante ans sans perdre vingt ans de sa vie à surveiller la cuisine d'une compagnie. La guerre scientifique moderne réclame des directeurs techniques n'ayant préparé que ce métier-là et capables de l'exercer dans la force de l'âge et du talent. La Victoire est femme, elle ne se livre qu'aux jeunes qui savent la prendre de force.

En temps de guerre, les civils comme les militaires étant soldats, il faut à tout prix donner à chacun le grade qu'il mérite suivant ses capacités, fussent-elles d'origine civile, surtout lorsqu'il s'agit d'armes techniques où les diplômes de l'Etat permettent d'établir l'équivalence des grades entre civils et militaires.

Déjà un premier essai a été tenté dans ce sens dans le service de santé où l'on paraît avoir compris qu'un chirurgien des hôpitaux était plus qualifié qu'un médecin de campagne ayant fait vingt-huit jours.

Cette réforme, il faut la porter partout, qu'il s'agisse d'ingénieurs, de docteurs en droit ou en sciences. Et si l'on juge nécessaire, comme on l'a fait, d'imposer un examen militaire très dur à des diplômés civils pour leur faire croire à la difficulté de l'emploi fort simple qu'ils briguent, que l'on impose donc ce même examen aux officiers de carrière déjà en fonctions. Cela vaudra mieux que de faire déshabiller des auxiliaires.

Il faut à tout prix éliminer les incapables et utiliser dans l'armée les forces civiles de la nation, ou alors que les militaires seuls fassent la guerre ! C'est entendu : on lèvera ainsi — pour quelques mois — les droits acquis sur l'annuaire par des officiers de carrière, mais a-t-on respecté, le jour de la mobilisation, des situations civiles autrement importantes ?

En temps de guerre, il ne s'agit pas de sauvegarder les intérêts de carrière de certains fonctionnaires, militaires du temps de paix, il s'agit de sauver la France.

Polochon

Les Communiqués

15 heures.

Au sud de la Somme, notre artillerie a canonné un train entre Roye et Chaumes.

En Argonne, nous avons fait sauter un camouflet à Saint-Hubert et trois mines à Vauquois.

Sur le reste du front, nuit calme.

23 heures.

En Artois, duel d'artillerie assez intense au nord-est et au sud-est de Neuville-Saint-Vaast.

Au sud de l'Avre, nous avons dispersé une colonne d'infanterie près de Lassigny.

Au nord de l'Aisne, un tir de nos batteries a causé d'importantes dégâts aux ouvrages ennemis dans la région au nord de Troyon et sur le plateau de Vauclerc. Au nord de Berry-au-Bac, nous avons pris sous notre feu des troupes en mouvement.

En Argonne, la lutte de mines a continué à notre avantage.

Aux Courtes-Chausses, nous avons donné trois camouflets qui ont bouleversé les travaux de l'adversaire, et nous avons fait exploser une mine à la Fille-Morte.

Dans les Vosges, notre artillerie a bombardé les cantonnements ennemis de Stoss-vir (nord-ouest de Münster) et Mirtzbach (sud d'Altkirch).

Dans l'après-midi, une pièce allemande à longue portée a lancé trois obus sur Belfort et ses environs. Nous avons tiré sur les établissements militaires de Dornach, près Mulhouse.

Encore une Victime des Zeppelins

M. Besnard s'en va. Il fait bien. Nous l'aurions déjà félicité de son opportune démission, dont on parlait depuis plusieurs jours, si la censure ne nous l'avait interdit. Pourquoi ? Autant vaudrait nous demander les raisons obscures qui ont retardé de vingt-quatre heures l'article de notre collaborateur Maurice de Waleffe, que vous lirez d'autre part.

Vous lirez aussi la lettre que M. Besnard adresse à M. Briand. Elle contient cette phrase curieuse : « Hier, au cours de la réunion de la commission de l'armée du Sénat, il m'est apparu nettement qu'on entendait faire prendre au sous-secrétaire d'Etat des responsabilités qui dépassent de beaucoup les pouvoirs qu'il peut tenir de ses attributions... »

Qu'est-ce à dire ? La commission sénatoriale aurait-elle soudain prétendu rendre le sous-secrétaire d'Etat de l'aéronautique responsable de l'état de l'aéronautique ? Ce serait, en effet, une prétention aussi énorme qu'imprévue, et M. René Besnard a bien raison de dire : « Ce n'est plus de jeu ! S'il en est ainsi, je rends mon tablier. » Où et quand a-t-on vu, sous le présent régime, qu'on eût jamais rendu quelqu'un responsable de quelque chose ?

La responsabilité ne va pas sans la compétence, et tout le monde sait bien que M. René Besnard est un charmant jeune homme, voire un avocat de quelque mérite, mais où voulez-vous qu'il ait appris l'art de diriger les ballons et les aéroplanes ?

Il était donc parfaitement injuste de lui reprocher ce qu'il ignore. Tout comme son ministre, M. Besnard aurait pu s'écrier : « Vous me faites faire un métier qui n'est pas le mien ! »

On dira peut-être que rien ne l'obligeait à le continuer. Il a fini, en effet, par s'en rendre compte, et ceux qui l'avaient mis là ont découvert du même coup qu'il n'y servait à rien. La preuve, c'est que son départ ne laisse aucun vide et que le gouvernement n'éprouve nul besoin de lui chercher un successeur.

Combien de ses collègues pourraient parfaitement disparaître sans que la France en pâtît, et même sans qu'elle s'en aperçût !

Mais n'en demandons pas trop à la fois. Réjouissons-nous plutôt d'apprendre qu'il y a vraiment quelque chose de changé dans la République. Car ce n'est pas seulement un sous-ministre qui se retire des conseils du gouvernement ; c'est une idée nouvelle qui vient d'y « apparaître », la notion de responsabilité.

Gustave Téry

Démission de M. Besnard

M. René Besnard a remis entre les mains de M. le président du conseil sa démission de sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique militaire par lettre ainsi conçue :

Monsieur le président,
Sans me laisser arrêter par les difficultés contre lesquelles j'ai eu à lutter dès le jour de mon arrivée au sous-secrétariat d'Etat, je me suis efforcé de donner à l'aviation l'organisation d'ordre, de travail et de production qui lui était indispensable.

Les commissions parlementaires ont pu constater les résultats déjà obtenus. Mais hier, au cours de la réunion de la commission de l'armée du Sénat, où l'accompagnais M. le ministre de la guerre, il m'est apparu nettement qu'on entendait faire prendre au sous-secrétaire d'Etat des responsabilités qui dépassent de beaucoup les pouvoirs qu'il peut tenir de ses attributions. Seul, le ministre de la guerre, ayant autorité sur tous les organes de l'administration militaire et sur ceux du commandement, pourrait assumer un tel rôle.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous adresser ma démission de sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique militaire. Veuillez croire, monsieur le président, à l'assurance de mon profond et affectueux dévouement.

Le président du conseil a insisté vivement auprès de M. René Besnard pour le faire revenir sur sa détermination, en lui disant combien il appréciait sa collaboration et tous les regrets qu'il éprouverait à en être privé. Mais le sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique n'a pas cru pouvoir céder à ces instances et il a déclaré au président du conseil que sa résolution était définitive.

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

Le gouvernement a décidé de ne pas procéder au remplacement de M. René Besnard comme sous-secrétaire d'Etat. Les services de l'Aéronautique seront remplacés sous l'autorité directe du ministre de la guerre qui fera choix d'un directeur.

Le général Galliani, ministre de la guerre, a adressé à M. René Besnard la lettre suivante :

Mon cher ministre,
C'est avec un vif regret que j'apprends votre désir de quitter vos fonctions du sous-secrétariat d'Etat de l'Aéronautique, car, au cours de ces trois mois, j'avais pu apprécier le travail considérable que vous aviez fourni et l'activité que vous aviez déployée dans un service où les difficultés ne vous ont pas manqué.

Je tiens à vous exprimer tous mes remerciements pour la collaboration que vous m'avez donnée pendant ces trois mois et je vous prie de croire à mes sentiments bien affectueux.

M. BRIAND A ROME

M. Briand part aujourd'hui pour Rome. Ce voyage est le corollaire naturel de son voyage à Londres. L'heure est arrivée, suivant le mot de M. Barthou, de traiter l'Italie d'égale à égale.

La nécessité s'en fait sentir avec plus de force depuis que la question du ravitaillement de l'Italie en blé et en charbon a pris un caractère urgent. Les journaux vaticanesques, socialistes officiels ou giolittiens ne manquent pas de noter, sans avoir l'air d'y toucher, que l'élevation du prix du fret a rapporté à la marine marchande anglaise, l'an dernier, un supplément de bénéfice coquet : huit milliards, sur lesquels l'Italie a dû payer, pour son compte, un milliard et demi. La presse qui obéit à M. Giolitti, et dont le prince de Bielow continue à tirer les fils dans la coulisse, va jusqu'à calculer que la maison Runciman (père du ministre du commerce britannique), concessionnaire des transports du blé aux Alliés, gagne 2.400.000 francs par mois avec un bateau qui, neuf, lui a coûté un million.

Voilà pour le blé. C'est pis pour le charbon. Le blé est cher. Le charbon manque ou va manquer, immobilisant déjà des industries aussi importantes que la production du soufre. Et sans soufre, pas de vignes.

L'Italie réclame donc à grands cris, et avec juste raison, un comité international de la marine marchande qui régulariserait les prix du fret et déciderait, pour commencer, que les Alliés doivent être servis avant les neutres, et non en concurrence avec ceux-ci.

Le tact souple et onctueux de M. Briand s'emploiera à concilier ces desiderata italiens avec la liberté du commerce anglais. On peut supposer qu'en revanche il demandera à nos alliés italiens de préciser leur situation militaire.

Car, dans le sein du ministère italien, il existe deux doctrines. M. Barzilai est visiblement pour une mise de l'armée italienne au service de tous les intérêts alliés, et particulièrement pour une action vigoureuse en Albanie. M. Martini voudrait, au contraire, ne pas se disperser et réserver toute la force italienne au seul front national, ce qui impliquerait l'abandon, ou du moins l'immobilisation de Vallona.

Simple nuance d'opportunité. Car, est-il même nécessaire de démentir les bourdes lancées par certains journaux grecs, signées von Schenk, ou par certains journaux suisses, signées von Bülow, suivant lesquelles l'Italie réclamerait, pour continuer la guerre, que les Alliés envoient sur son front des Alpes l'armée de Salonique ? La vaillante armée italienne, partout victorieuse, peut mépriser ces bruits injurieux.

Non. Le cabinet italien, qui convoque en ce moment de nouvelles classes militaires, n'a nul besoin de M. Briand pour savoir et vouloir aller jusqu'au bout. Le plus grand historien vivant de l'Italie, M. G. Ferrero, le lui a crié à Milan : « L'Italie n'a eu, au cours des âges, qu'un seul ennemi : l'empire de l'Europe centrale ! »

M. Briand va précisément régler avec Rome des questions de ravitaillement et des questions d'offensive contre ce seul ennemi, aujourd'hui commun aux trois peuples d'Angleterre, de France et d'Italie. Et c'est la France qui, comme le veulent la géographie et l'ethnographie, forme le trait d'union !

Maurice de Waleffe

Propos d'un grincheux

LEUR PAIX

Si l'on en croit un résumé encore vague, M. Maximilien Harden a violemment protesté, dans un récent discours, contre une restitution éventuelle de l'Alsace-Lorraine. Il ne faut pas négliger cet avertissement donné par un polémiste qui a toujours su, à travers ses plus rudes campagnes, maintenir l'accord entre le public et lui. Car ce serait une grande erreur de confondre M. Maximilien Harden avec un opposant systématique. L'Allemagne ne compte qu'un opposant : Liebknecht, auquel un destin fâcheux a donné un nom amoureux. M. Maximilien Harden, loin de s'opposer au vœu de la foule, lui fournit une expression. Il ose dire ; là gît tout le secret de son empire. Un solitaire ? Dans ses mœurs, peut-être. Mais, dans son action, il n'est pas d'Allemand plus représentatif.

Si cet homme nous déclare : « Vous n'aurez pas l'Alsace-Lorraine », soyez donc sûrs qu'il interprète le sentiment de la majorité des Allemands. Et dès lors, vous pouvez, à votre gré, ajouter foi aux agréables dépêches qui nous représentent une Allemagne affamée de paix. Vous savez du moins l'une de ses restrictions : elle ne cédera pas l'Alsace-Lorraine. Il faut en conclure que la paix est, pour le moment, impossible.

Je suis absolument persuadé que nos adversaires consentiraient à rentrer chez eux si on leur garantissait qu'ils y retrouveraient la même paix qu'en 1913, des frontières intactes et des biens entiers. Mais il ne leur est plus permis d'arriérer la partie. Notre première condition, qui est justement la restitution de l'Alsace-Lorraine, ils ne la peuvent accepter, pensent-ils, qu'au prix de leur déshonneur. Donc, il ne nous reste qu'à en tuer le plus possible. Le reste n'est qu'utopie.

Albert Savarus

Les chiens de l'Alaska

Si, d'aventure, vous vous transportez dans certaine petite ville des Vosges, sise à 17 kilomètres du front, vous constaterez que, malgré sa proximité des tranchées, on ne s'y ennuit pas précisément.

Je ne reprocherai certes pas aux poilus et à leurs chefs, qui viennent s'y reposer après les terribles journées du Linge et d'ailleurs, de se créer le plus de distractions possible. Qu'ils pêchent la truite, canotent, excursionnent, jouent la comédie et flirtent même avec d'intrépides voyageuses — faufilees entre les mailles d'un filet extensible selon les personnes — je n'y vois aucun inconvénient.

L'esprit et le corps ont besoin d'une détente. Laissons donc nos braves goûter les délices de cette Capoue passagère et rendons-nous chez le capitaine administrateur de la Ce territoire comprend une portion de l'Alsace reconquise : deux villages en ruines et quelques arpents de forêt, creusés de tranchées et arrosés d'obus. Ne nous attardons pas à compter son personnel : officier adjoint, adjudant, sergents, motocycliste, dactylographe, cuisinier, etc. ; ne jetons aucun coup d'œil indiscret ni dans ses écuries ni dans ses remises. La princesse, qui est bonne fille, paiera. Demandons-lui, seulement, de faire une petite promenade jusqu'au col de, sur la frontière.

Arrivés au but de cette excursion, nous serons bien surpris d'entendre des aboiements répétés dans la direction du T..., hauteur située au nord du col en question. Y chasseraient-on le sanglier ou le loup ? Non. Nous sommes simplement devant le chenil des chiens de l'Alaska.

Ils sont là 227, sur les 450 qui furent débarqués il y a quelques semaines. Les autres sont affectés à un secteur voisin.

Aménés des bords de l'océan glacial du Nord, de bateaux en camions, dans des niches spéciales, ils ont coûté, comme frais d'achat, de transport et d'installation, une somme qu'on devine — au prix actuel des choses. Le tout en pure perte.

La neige, peu abondante cette année, n'a pas permis aux traîneaux de sortir. En eût-il été autrement, ces animaux seraient restés néanmoins inutilisables. Aussitôt attelés, ils partent comme des flèches : le conducteur doit être très souple, très agile, pour courir quelques

instants à côté du traîneau et sauter ensuite dedans. Faute d'apprentissage suffisant, il risque de rester en plan, tandis que l'équipage continue à filer. De plus, ces bêtes, accoutumées à la steppe, sont maladroites dans les chemins sinueux de la forêt et de la montagne, et culbutent au moindre tournant.

Enfin, tandis que les traîneaux, qu'on continue à construire, sont loin d'être achevés, le dressage des animaux n'est pas davantage terminé. A l'heure actuelle, les 227 sujets du T... ne pourraient fournir que six ou huit attelages.

Leur service exige un certain nombre de gradés et d'hommes qui grossissent la catégorie spéciale des embusqués du front — embusqués involontaires, c'est entendu, mais embusqués tout de même.

Il est alloué 47 centimes par jour pour l'entretien de chaque chien.

Il est permis de se tromper ; il ne devrait pas l'être de persister dans une erreur reconnue. Quand il s'agit de durer, il n'y a point de petites économies.

La légèreté avec laquelle nous nous sommes emparés de cette armée canine, sans nous être assurés de l'aptitude de la race à rendre dans nos pays les mêmes services que dans les régions arctiques, n'est pas sans précédents.

Notre sens commercial et administratif se révèle toujours pareil à lui-même.

Le corps expéditionnaire venait de débarquer en Chine, en septembre 1900. Nous n'avions pas emmené de chevaux, comptant en trouver sur place ; mais les cosaques de Sibérie, venus avant nous, avaient tout rafié. Notre service des remontes eut alors une idée ! Ayant ouï dire que la Corée en possédait beaucoup, il passa, par un intermédiaire, un marché pour la fourniture d'un nombre assez considérable de ces animaux.

Quelque temps après, la sentinelle qui veillait à la porte nord de Tien-Tsin signala une longue théorie d'hommes jaunes, drapés de blanc, dont chacun semblait conduire un toutou en laisse.

C'étaient les minuscules et inutilisables chevaux coréens que notre administration avait achetés, sans les connaître, sans savoir, comme les chiens de l'Alaska !

Général Verraux

Propos en l'air

"POINTS DE CHUTE"

En première page, samedi, le Temps imprime :

L'autorité militaire a prié les journaux français de ne pas jouer bénévolement le rôle de marqueurs dans les sanglants tira à la cible organisés par les élèves du comte Zeppelin sur les villes endormies...

C'est donc avec une touchante docilité que tous nos confrères ont aidé la censure à supprimer dans leurs comptes rendus des derniers raids les indications jugées indésirables.

Toutes, cependant, n'ont pas disparu. En relisant quelques-uns de nos journaux, nos ennemis pourront repérer plus d'un « point de chute » ; ils pourront retrouver certaines de leurs victimes...

N'offrons pas à ceux qui nous observent des trop faciles occasions de triompher.

Il n'y aurait rien à redire à cette manière de voir, s'il était possible de cacher à l'ennemi les résultats dont nous ne voudrions pas qu'il pût s'enorgueillir. Mais le jeu est puéril, d'essayer de voiler une émotion d'autant plus vive que les renseignements manquent. Il n'y a eu que quelques victimes, à des endroits précis. Toute la province ignorante s'angoisse, alors qu'un communiqué précis arrêterait toute inquiétude. Des millions de familles de toute la France se demandent si quelqu'un des leurs n'a pas été frappé ! Et les affres de ceux du front !

Du moins, obtient-on le résultat souhaité, vis-à-vis de l'ennemi ? Est-ce que les neutres ne sont pas avisés tout de suite, par leurs correspondants d'ici ? Mais point n'est besoin des journaux de Suisse ou d'Espagne ! Continuons à lire le Temps, du même samedi, en troisième page :

Les obsèques des victimes du zeppelin auront lieu lundi. Les détails de la cérémonie, qui aura un caractère officiel, ont été arrêtés ; ils doivent être soumis ce matin au Conseil des ministres.

Le cortège se formera à l'église Notre-Dame-de-la-Croix, à Mémilmontant, où aura lieu un service religieux, remontera l'avenue Gambetta et s'arrêtera devant la mairie du 20^e arrondissement. Là, des discours seront prononcés, notamment par M. Karcher, maire du vingtième.

Cette décision d'obsèques officielles n'informe-t-elle pas assez les bombardiers du comte Zeppelin que leurs projectiles ont porté ? La désignation des orateurs municipaux ne leur fournit-elle pas les indications supprimées par la censure ?

« Points de chute », dit le Temps. Point de « chute » !... écrirai-je, risquant le mauvais calembour, — point de « chute », si manifestement inutile...

Point de « chute » !... La vérité stricte ! Ne vaut-il pas mieux avouer quelques victimes, qui ne sont pas celles que visait le dirigeable mal dirigé, que de laisser les imaginations teutonnes exalter en victoire considérable un simple fait de guerre, grossi par notre silence ? « Nous avons été « obusés » d'importance », écrivait un de nos confrères d'une ville-frontière. Suivons l'exemple, dans son esprit, sinon dans la lettre. N'écrivons pas que nous avons été zeppelins plus ou moins, mais exactement, comme à Londres ; les Alle-

mands se rendront compte plus sûrement de notre sang-froid ; ils s'apercevront que l'on ne terrorise pas si facilement une population qui a fait ses preuves...

Jean Ajalbert

Hors d'Œuvre

DORMEZ EN PAIX

Dans tous les pays pittoresques et spirituels dont les écrivains nous dépeignent les mœurs, dans la Grèce d'Homère et de Sophocle, dans la Corse de Mémère, dans l'Inde de Kipling, une cérémonie immuable et expiatoire a coutume de suivre les morts violentes.

Lorsqu'un personnage a assisté, sans pouvoir l'empêcher, au trépas d'une innocente victime, il s'efforce, par des offrandes appropriées et par d'habiles invocations, d'apaiser les mânes dont le courroux pourrait troubler son propre repos.

Et il prononce en grec, en corse, ou en hindou un discours dont la substance est invariable :

— Ne crois pas, cher mort, que je sois pour quelque chose dans l'accident qui te fut fatal. J'aurais donné ma vie pour préserver la tienne... Ce n'est pas moi qui t'ai frappé ; c'est Zeus, c'est Siva, c'est la Fatalité.

Et les morts crédules se contentent de cette explication.

M. René Besnard, qui est un personnage classique, s'est conformé à une si respectable tradition.

Alors que les corps des victimes du zeppelin, attendant leur sépulture, reposaient déchirés et meurtris dans leurs demeures ruinées, M. René Besnard a accompli à travers les camps d'aviation une série de rites apotropaïques et expiatoires. A plusieurs reprises, à l'issue de déjeuner copieux et animés par une gaieté décente, il a levé son verre au triomphe de cette aéronautique française qu'il incarnait et fait des libations aux mânes des victimes.

— C'est la Fatalité qui les a frappés... Car vous tous qui m'écoutez vous êtes témoins que, pour les préserver, j'ai donné le meilleur de moi-même, c'est-à-dire mon éloquence.

Et lundi matin, pendant que les morts, accompagnés par une foule émue, s'acheminaient lentement vers leur dernière demeure, on put voir un avion qui survolait et suivait le cortège... C'était « l'hommage aux morts » de M. René Besnard.

Telle la nef d'Agamemnon, lorsque les vents favorables permirent aux Grecs de quitter enfin Aulis, déploya sa voile en passant devant le promontoire où fumait encore le bûcher de la triste Iphigénie...

ZETTE.

Le consul « Chrysostome »

A propos du laconique « Enchanté ! » du consul bulgare de Salonique, auquel nous faisons allusion récemment, notre confrère Robert Chauvelot — actuellement sapeur au... régiment du génie — nous assure qu'il y a treize ans, ce diplomate balkanique se montrait beaucoup plus expansif et bavard :

« ...Ce Netkoff (et non Nedkov), nous écrit notre confrère, possède, en effet, admirablement notre langue. Il a été mon camarade en 1898-99 à l'Ecole des Sciences politiques, alors que je me destinais à la diplomatie, carrière abandonnée depuis pour le barreau et les lettres. Nous nous rencontrons rue Saint-Guillaume, aux cours de nos regrets et chers Albert Sorel, Vandal, Anatole Leroy-Beaulieu, et nous y formions, Netkoff et moi, un petit groupe panslave comprenant en outre son compatriote Jétcho Balakoff, l'agitateur croate Stéphan Raditch, le patriote dalmate Yekoslav Yerlavitch et le capitaine d'artillerie roumain Dimitri Sturdza... Par le plus curieux des hasards, je retrouvai Netkoff, en juillet-août 1903, consul de Bulgarie à Uskub, alors encore ville ottomane. Je venais d'être reçu par le roi Pierre de Serbie à Belgrade, et je suivais la campagne turco-macédonienne en qualité de correspondant de guerre de la Patrie et du Monde illustré. A ce moment, c'était l'union sacrée serbo-bulgare. Je revis donc mon Netkoff à Uskub, où il me fit fête dans sa jolie villa des bords du Vardar. C'était toujours le même petit homme souriant, très brun, à barbe noire, aux yeux perçants, rusés. Il était l'âme du mouvement komitadji, et russe-philie intrinsèque. Il ne jurait que par la France et ne dissimulait même pas assez sa haine des Turcs et des Austro-Allemands.

« Que les temps sont changés !... »

« Et M. Robert Chauvelot, qui se souvient de son beau-père Alphonse Daudet, ajoute en terminant :

« En fait de hors-d'œuvre, que ce zakouski... bulgare vous soit léger ! »

Une bonne affaire

Au mois de novembre dernier, le directeur d'une société d'affrètements bordelaise se trouva avoir besoin de main-d'œuvre et obtint de l'administration militaire deux prisonniers boches qu'il employa moyennant une somme de 4 fr. 25 par jour payée à l'intendance.

Or, vers le milieu de décembre, l'intendance, à son tour, eut besoin de main-d'œuvre et réclama ses deux prisonniers. L'affrèteur répondit :

— Pardon, j'ai un contrat. Je garde les deux hommes que je remplacerais, d'ailleurs, difficilement.

Le représentant de l'intendance insista et se déclara prêt à faire de sérieux sacrifices pour récupérer ses deux Boches. L'industriel se laissa tenter, et voici ce qui fut convenu :

L'administration, qui ne regarde pas au prix, prendrait à son tour en location les deux Boches, moyennant une somme de 12 francs par jour et par homme versée à celui qui les détenait en vertu d'un contrat régulier.

C'est ainsi qu'en temps de guerre, sans travail et sans connaissances spéciales, on peut gagner 15 fr. 50 par jour en spéculant sur la hausse de la main-d'œuvre boche.

Il est possible qu'un de ces jours, si nous faisons encore 20.000 prisonniers, l'offre devienne supérieure à la demande et que l'administration reloue ses deux prisonniers à un particulier pour vingt-cinq sous la paire.

Brimades

Chaque fois qu'un soldat venant de la banlieue se présente, pour sortir de la gare Saint-Lazare, à une des portes donnant sur la rue du Havre ou la rue de Rome, il trouve un sergent de ville qui lui fait faire demi-tour.

— Vous devez passer par la porte 43, qui donne sur la rue d'Amsterdam. C'est là que se trouve le contrôle militaire.

Le soldat, obéissant, va passer par la porte 43... où il n'y a aucune espèce de contrôle militaire, mais où, du moins, il n'y a pas le moindre sergent de ville pour réexpédier les assujettis vers les portes donnant sur la rue de Rome ou la rue du Havre.

Petites annonces

De l'Echo de Paris :

ENSEIGNEMENT (4 fr. la ligne)

Cours Monsieur Lacour-Gajet, membre de l'Institut, reprendra ses cours d'histoire et conférences sur la guerre à l'Institut de la Madeleine, 16, rue Ville-l'Evêque, le mardi 8 février, à cinq heures.

Ainsi, on fait payer le tarif de 4 francs la ligne, même aux académiciens qui font des conférences sur la guerre.

Subséquemment...

A Bazas, les fonctions de chef de la censure sont assumées par le maréchal des logis de gendarmerie.

Le fait est officiel. Du moins, il est à l'Officiel, ayant été affirmé à la tribune de la Chambre.

Les malfaiteurs de Bazas doivent avoir un peu de bon temps, à moins qu'il ne leur prenne fantaisie d'écrire dans les journaux.

Union sacrée

Un dimanche, l'évêque de Verdun vint à R... rendre visite aux soldats de son diocèse qui s'y trouvaient cantonnés.

Depuis trois jours, ces soldats étaient au repos. Pendant les quatre jours qui suivirent la visite épiscopale, on les laissa encore se reposer.

Mais ce jour-là (nous répétons que c'était un dimanche), dès que l'arrivée de l'évêque fut annoncée, on expédia les soldats à 3 kilomètres de là pour couper du bois dont le besoin ne se faisait aucunement sentir.

Des procédés qu'il faudrait

immédiatement interdire

Nous signalons à l'attention de l'autorité militaire les faits suivants, et nous tenons à sa disposition la désignation exacte de la formation intéressée.

On sait qu'un grand nombre de personnes bienveillantes ont envoyé, à l'occasion de Noël, des colis aux soldats du front. Dans une ambulance de l'avant, lors de la réception de ces colis — qui sont arrivés, d'ailleurs, avec six semaines de retard — leur contenu a été traité de la singulière manière que voici : les colis ont été ouverts en dehors des intéressés, les adresses des destinataires et celles des expéditeurs supprimées ; ce qui était tabac, cigares, cigarettes, a été mis à l'ombre ; jusqu'à présent personne n'en a rien vu. Quant aux douceurs de toutes sortes, gâteaux, biscuits, friandises, chocolat, qui constituaient la majeure partie des colis, ils ont été attribués, en remplacement du dessert réglementaire que l'Etat leur doit, aux hommes ou aux gradés qui, de par leur régime, ont droit à un supplément.

De telle sorte que le but des donateurs, qui était évidemment d'apporter des douceurs aux destinataires, n'a nullement été atteint, et que personne n'a profité de leur aimable pensée et de leur geste généreux, puisque ceux qui ont participé à la distribution auraient reçu, de toutes façons, un supplément de régime que leur devait l'Etat.

Le fait que nous signalons a-t-il eu pour but de servir les intérêts de l'Etat ou des intérêts particuliers ? Nous l'ignorons. Mais de toutes façons le procédé est intolérable car nul n'a le droit, pour quelque motif que ce soit, de changer la destination d'un envoi, et de lui donner une autre affectation que celle qu'avait prévue l'expéditeur. En tout état de cause, en admettant même que ce singulier procédé ait été provoqué par un excès de zèle, ce n'est point un cadeau à l'Etat qu'on entend faire les expéditeurs des colis, mais bien un cadeau aux soldats !

LES NEUTRES

dans l'armée allemande

Un certain nombre de neutres ont pris du service dans l'armée allemande. Le fait s'explique aisément. L'Allemagne a la sympathie des aristocraties minuscules de Suède, de Suisse ou de Norvège, car, à la cour de l'empereur et roi, les nobles sont traités selon leur rang. Le pays tout entier n'est-il pas sous la domination des hobereaux ?

Tout militaire de ces pays démocratiques tourne instinctivement les yeux vers l'armée allemande et son chef, et ne manque pas de comparer l'humilité relative de son rang au prestige dont il jouirait dans l'empire. Là, le moindre officier, parce qu'il porte l'épée, est reçu à la cour. Il entre dans les grandes salles du palais royal, et le souverain l'accueille, tandis qu'un bourgeois, même millionnaire, sera tenu à l'écart.

L'affaire des colonels suisses espions jette sur l'état d'esprit de nombreux officiers des petites armées neutres un jour singulier. Le cas de Wattenwyl n'est pas unique, tant s'en faut.

A Zurich, le fils du général Ulrich Wille, commandant en chef de l'armée suisse, et le docteur von Sprecher, fils du chef d'état-major, viennent d'être compromis dans une bien fâcheuse affaire de propagande allemande. Ils ont publié une brochure intitulée : *Stimmen im Sturm*, violemment injurieuse pour les Suisses français.

A Genève, le major du Bois de Guimps, chef de la censure télégraphique, n'était rien moins que francophile. Son fils combattait dans l'armée allemande... Le Journal de Genève nous apprend que ce singulier censeur sera très prochainement remplacé... Personne ne s'en plaindra, sauf le roi de Prusse.

En Suède, naturellement, les germanophiles n'ont pas manqué. Le *Dagens Nyheter* a publié le nom d'un certain nombre de Suédois servant actuellement dans l'armée allemande et déclare tenir cette liste de la légation de Suède à Berlin elle-même.

On remarque en tête le nom du comte Gilbert Hamilton, ancien capitaine de cavalerie de la garde suédoise, qui, dès le début de la guerre, démissionna pour entrer dans l'armée allemande. Il est devenu chef d'escadron après un certain nombre de faits d'armes et appartient actuellement au régiment des *Leibkurassier, Gross Kurfürst* n° 4, de Breslau.

Nous notons ensuite trois lieutenants (dont le lieutenant Bruzelius), un porte-enseigne, un adjudant, un sous-officier, un soldat, plus deux Suédois dont on ignore le grade et le régiment. Cette liste est naturellement très incomplète ; la légation le reconnaît elle-même.

Suisses et Suédois servaient jadis en France. Louis XIV disait un jour au colonel suisse Pierre Stuppa, qui avait longtemps servi dans l'armée française : « Avec l'argent que la France a payé comme solde aux troupes suisses, on pourrait faire construire une route entre Paris et Berne. » Stuppa répondit avec tranquillité : « C'est possible, sire, mais il n'est pas moins vrai qu'avec le sang que les soldats suisses ont répandu au service de Votre Majesté, on pourrait alimenter un canal entre ces deux villes... » D'autre part, le 1^{er} août 1890, une ordonnance générale créait dans l'armée française le régiment de « Royal-Suédois » qui est devenu aujourd'hui le 80^e d'infanterie, et le 8 décembre 1739, le cardinal de Rohan, en remettant aux Suédois de nouveaux drapeaux, leur disait : « Votre régiment, messieurs, est un des plus distingués du royaume ; action brillante dans la guerre, zèle et fidélité dans le service, attachement à la discipline, c'est ce qui inspire l'estime et la vénération que nos généraux ont pour ce corps illustre. Il est composé en grande partie d'une nation dont la valeur est le partage, et qui a toujours été amie des Français. La nouvelle alliance dans laquelle elle vient d'entrer avec vous doit vous rendre encore plus chers les liens qui vous attachent à un des plus grands rois du monde. »

Des centaines d'officiers suédois combattirent pour les étendards de la France et moururent pour elle. Le souvenir de ce dévouement séculaire valait d'être rappelé et efface bien un peu l'impression déplaisante que produisent dans nos cœurs la liste du *Dagens Nyheter*. Je rappellerai tout à l'heure l'engagement du comte Hamilton, ancien capitaine de cavalerie de la garde suédoise dans les cuirassiers de la garde allemande... Par une étrange coïncidence, un comte G.-D. Hamilton servit en France au XVIII^e siècle, qui devait attendre plus tard, en Suède, au grade de feld-maréchal. Nous tenons à nous en souvenir.

André Faure

AU PARLEMENT

Les officiers d'intendance et d'administration

La première sous-commission de l'armée a adopté le rapport de M. de Montaigu, sur la proposition de MM. Noulens et Cécaldi sur les cadres.

Le texte adopté verse dans leur armoire d'origine les attachés d'intendance et les

officiers d'administration, nommés à titre définitif ou à titre temporaire depuis le 2 août 1914, et appartenant, au moment de leur nomination, aux classes de l'armée active et de la réserve.

Ces officiers pourront être remplacés par des spécialistes ayant contracté l'engagement prévu à l'article 4 de la loi du 17 août 1915 et par des officiers et assimilés provenant des nominations des sous-officiers et d'hommes de troupe R. A. T. ou territoriaux, commençant par les plus vieilles classes.

Le personnel des établissements de l'artillerie du génie, des poudres et salpêtres n'est pas compris dans la loi.

L'allocation aux femmes enceintes

La commission d'assurance et de prévoyance sociale s'est occupée de la question d'une indemnité à accorder aux femmes en couches.

La disposition sur laquelle elle s'est mise d'accord assure à toute femme de nationalité française, bénéficiaire des allocations prévues par la loi du 5 août 1914, même si elle ne se livre pas habituellement à un travail salarié, une allocation journalière pendant la période qui précède et qui suit immédiatement les couches.

Le taux de cette indemnité sera celui de la résidence de l'intéressée.

La même disposition est applicable aux femmes de nationalité française évacuées des régions envahies et bénéficiaires des secours alloués aux réfugiés par le ministère de l'intérieur.

Les commissaires aux armées

La proposition des socialistes unifiés, qui consiste à faire nommer, par la Chambre, une délégation permanente de députés pour enquêter aux armées, ne reçoit pas bon accueil au Parlement.

En dehors des socialistes unifiés et de quelques personnalités parlementaires, les groupes sont, en grosse majorité, opposés à cette délégation permanente. Déjà les radicaux s'en sont montrés les adversaires ; hier, divers autres groupes ont pris également position contre : le groupe de l'Action libérale et celui de la Fédération républicaine.

Réception de Louis Raemaekers à l'Hôtel de Ville

La municipalité de Paris a reçu hier, à l'Hôtel de Ville, dans le cabinet du président du Conseil municipal, le dessinateur humoriste Louis Raemaekers.

A 4 heures, M. Mithouard, et avec lui M. Dalimier, représentant le gouvernement, les membres du bureau, saluèrent à son arrivée le courageux artiste hollandais.

« Dès avant cette guerre, lui a dit le président, vous n'étiez pas un inconnu pour nous, nous avons suivi ces courageuses et spirituelles campagnes du *Handelblad* et du *Telegraaf* qui vous avaient valu, il y a plusieurs années, le surnom flatteur d'« Ennemi des Allemands ».

Des discours furent encore prononcés par MM. Delamney, préfet de la Seine ; Laurent, préfet de Police ; Paris, président du Conseil général, et Dalimier, sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts.

Tous dirent à l'artiste la sympathie profonde que la ville de Paris avait vouée à son talent et l'admiration qu'ont tous les Français pour le dessinateur qui sait si habilement traduire les émotions qu'ils ressentent eux-mêmes.

Raemaekers, fort ému, répondit et remercia en quelques mots, non sans faire comprendre discrètement que beaucoup de journaux de son pays, malgré des assertions contraires, étaient dévoués aux Boches.

Nolans, à la réception, la présence de nombreux artistes, parmi lesquels beaucoup de nos meilleurs humoristes : Forain, Albert Guillaume, Renouard, Maurice Neumont, Steinlen, Abel Faivre, etc.

Le colonel House a quitté Paris

Le colonel House, envoyé confidentiel du président Wilson, a quitté Paris hier matin se rendant en Angleterre. Il s'embarquera à Falmouth pour New-York sur le *Nieuw-Amsterdam*. Il ira directement à Washington pour rendre compte au président Wilson de sa mission auprès des gouvernements de l'Entente et de l'Allemagne, puis retournera à Fort-Worth (Texas).

Le colonel House s'est entretenu dans un mutisme absolu chaque fois que nos confrères ont tenté de connaître les impressions qu'il rapportait de son voyage d'Europe.

Il a cependant confié à l'un d'eux qu'il était bien content de retourner dans son « cher Texas ».

L'aveu n'est pas compromettant.

POUR LES VICTIMES DE LA GUERRE

C'est vendredi 11 février prochain qu'aura lieu, à 2 h. 1/2, à la salle Gaveau, rue La-Boétie, la matinée donnée au bénéfice de l'œuvre si intéressante du « Sou de la jeune fille », présidée par Mme la comtesse Albert de Mun, et qui s'est imposée pour mission de secourir les jeunes filles belges et françaises sans ressources dans les régions envahies.

M. Poincaré sur le front

Le président de la République, accompagné du général Joffre, est arrivé à Toul dimanche à huit heures du matin. Il a consacré la journée de dimanche à la visite de la région fortifiée de Toul et des organisations défensives de la Woëvre. Le président et le général en chef se sont également arrêtés dans un certain nombre de cantonnements où les recrues de la classe 1916 achevaient leur instruction. Ils ont vu avec intérêt l'excellente tenue de ces jeunes troupes.

Lundi, le président a parcouru la région fortifiée de Verdun, notamment les Hautes-Meuse. Il a, en outre, visité plusieurs formations sanitaires.

Il est rentré à Paris hier matin mardi, pour présider la séance du conseil des ministres.

Il a reçu ensuite les membres de la conférence parlementaire internationale du commerce, dont il a promis de présider la séance inaugurale.

"L'Œuvre" Économique

La récolte 1916... à coups de circulaires !

Elle sera médiocre !
C'est notre faute !

Elle sera médiocre, même si le temps, trop doux pour la saison, épargne les gelées aux bourgeois de mars et d'avril. Elle sera médiocre, parce qu'on n'a pratiquement rien fait pour qu'elle ne fût pas médiocre.

Ce n'est point faute de circulaires, pourtant. Le 8 janvier 1916, M. Jules Méline, ministre de l'Agriculture, et le ministre de la guerre ont donné des instructions aux préfets et aux commandants des dépôts de la zone d'intérieur afin d'accorder aux agriculteurs le concours le plus large de la main-d'œuvre militaire. Cette circulaire, qui partait d'un excellent naturel, créait dans chaque département une commission (naturellement !) chargée d'opérer la distribution des équipes, de régler la répartition des hommes, après avoir dressé le tableau des besoins de chaque région. Fort bien ! Il y avait, pourtant, dans cette circulaire, une contradiction assez singulière. En effet, alors qu'un premier paragraphe déclarait que « les hommes des dépôts devaient être envoyés de préférence dans leurs communes et sur leurs propres terres », la fin de cette même circulaire affirmait : « Tous les dépôts stationnés dans un département seront à la disposition de la commission de ce département. »

On ignore donc, au Ministère de la Guerre, que ce n'est pas le département mais le centre de recrutement qui alimente un dépôt ; que, par exemple, les originaires de l'Hérault alimentent les dépôts de l'Aude ; ceux des Pyrénées, les dépôts de Toulouse ; ceux de l'Indre, les dépôts de la Vienne ; ceux de l'Indre-et-Loire, les dépôts de l'Indre, etc... ? Si les hommes de ces dépôts sont à la disposition des départements où ils se trouvent, ils ne peuvent donc pas aller cultiver leurs terres ou celles de leur commune d'origine !

Le chef de bureau qui rédigea cette circulaire y prévoyait l'emploi « d'équipes militaires volantes » destinées à donner « un coup de main » aux propriétaires empêchés d'achever promptement leurs labours ou leurs semailles. Ces équipes devaient être accordées aux agriculteurs pour un ou deux jours. Pour quelques heures même. Soit ! Mais avec les difficultés actuelles de transport, dans les départements, une équipe, envoyée à cinquante kilomètres du dépôt, peut bien mettre deux jours à faire le trajet ! D'autre part, la fameuse circulaire oublie de dire si, dans ces équipes volantes, l'autorité militaire peut ou non envoyer « des hommes du service armé ».

Pas d'hommes !

Les commissions se sont réunies. Elles ont transmis leurs demandes aux généraux commandant les subdivisions. Ces généraux ont répondu : — Vous demandez trois ou quatre cents hommes ; nous pouvons vous en offrir trente ou quarante.

— Mais, répond la commission, le chiffre que nous indiquons est un chiffre déjà réduit. Il représente le strict nécessaire, à peine trente pour cent des chiffres qui nous sont indiqués par les maires et les syndicats agricoles !

— N'importe, je n'ai pas d'hommes. — Mais, réplique la commission, les rues de nos villes de dépôts sont encombrées de soldats qui flânent. Les cours des quartiers regorgent d'hommes sans fonctions définies. Dans vos bureaux, dix secrétaires font le travail que ferait un fonctionnaire qui, lui, ne fait pas le quart du travail d'un employé d'industrie privée. Les auxiliaires convoqués errent des quatre et cinq jours avant de « toucher » seulement leurs vêtements !

Les commandants de dépôts, généralement, n'aiment guère à accorder des permissions agricoles. Il ne faut pas oublier que les commandants de dépôts sont très souvent d'anciens officiers d'active en retraite. Ils en sont restés souvent aux théories de « tout le monde à la caserne » et sont partisans de la thèse : « le soldat ne doit faire que des besognes militaires ». Or il ne se passe pas de jour qu'ils ne doivent envoyer des hommes soit dans les poudreries, soit dans les exploitations de minerais, soit dans les ateliers de confection, soit dans les minoteries, soit dans les arsenaux, soit dans les fabriques de drap ou de chaussures. Les hommes qui leur restent pour le métier de soldat, ce sont surtout les cultivateurs et les intellectuels. On comprend que le malheureux commandant de dépôt ne veuille guère les lâcher !

Ainsi une lutte se passe, en tous lieux, entre les maires et les préfets, d'une part, qui réclament des soldats pour les champs, et les commandants de dépôts, de l'autre, qui n'en veulent point accorder, — à quelques exceptions près !

Pendant que les notes, adminis-

tratives s'échangent entre les places et les préfectures, le temps passe, et voici que déjà les labours de printemps, dans le centre de la France, devraient être faits, et qu'il n'est que temps de semer les avoines et les blés, ne fût-ce que pour compenser les ensemencements déficitaires de l'automne. En septembre et octobre 1915, les mêmes incidents se sont déjà produits. L'expérience n'a servi à rien. La main-d'œuvre manque encore.

Les engrais

Mais, même si la main-d'œuvre était suffisante, la récolte de 1916 resterait mauvaise. Ce n'est point tout que de labourer et d'ensemencer les terres. Il faut les fumer. Or, il n'y a plus beaucoup d'engrais ; on n'en fabrique guère et on manque de moyens pour transporter le peu qui se fabrique encore, et d'argent pour payer celui qui pourrait être transporté. Les engrais ont subi une hausse de 35 à 60 pour 100. Et il faut les payer comptant, alors que, d'ordinaire, le propriétaire ou le fermier ne payait qu'à six mois de la livraison.

Certaines caisses de crédit agricole ont essayé de remédier à cet état de choses. Elles ont offert à leurs adhérents de faire l'avance du paiement. Elles ont groupé les commandes d'engrais, mais elles attendent parfois encore les expéditions qui devaient être faites l'automne dernier. Espérons qu'elles les recevront pour les semailles du printemps, sans y compter.

Sans ouvriers, sans engrais, les agriculteurs sont sommés, pourtant, tous les jours, d'avoir à faire de leur mieux. Dans une guerre d'usure, les agriculteurs prennent la première place, après les combattants. Ils sont les derniers auxquels on ait songé.

Les gaspillages

Si l'on semble peu soucieux des récoltes à venir, du moins de façon pratique, et autrement que par des circulaires, est-on au moins bon ménager des récoltes anciennes ? Hélas ! on a laissé pourrir des milliers de quintaux de blé et de fourrage, sur les quais de La Pallice !

Dans la région sud de Verdun, dans des pays parfois soumis à des bombardements, où chaque paysan a de cinquante à deux cents sacs de blé de la récolte 1915 et même de la récolte 1914, l'intendance n'avait pas encore fait un achat au 1^{er} janvier 1916, et les malheureux propriétaires de la zone d'armée, qui ne peuvent expédier leur grain, se désolent de le voir se gâter sans profit. La vision de ces gaspillages inutiles n'est pas sans affliger également les troupes cantonnées dans cette région. Les meules de 1914 ont été perdues presque partout, dans la zone d'armée. Enfin, dans chaque région, on a laissé se gâter, dans des locaux humides et fermés, de grandes quantités de blé, d'avoine et d'orge. Nous demandons, à ce propos, si jamais un inspecteur général a visité ces locaux de fortune où l'on emmagasine des richesses en céréales.

Il est vrai que certains intendants militaires appartiennent au théâtre, à la politique ou même à la Bourse, et sont incompétents en matière de conservation de grains ! Par exemple, cet intendait d'une région du centre qui fit murer une église désaffectée afin d'empêcher les rats de manger son avoine. Sans air, elle moisit en deux mois, et on dut la jeter !

LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Comment la renforcer ?
Comment la remplacer ?

Le gouvernement semble s'être ému — bien longtemps, hélas ! après la déclaration de guerre — de la crise de la main-d'œuvre agricole.

Le ministre de l'Agriculture, bien placé pour connaître l'étendue de cette crise, vient, après de longues semaines d'études, de signer un décret accordant aux maires le droit de réquisition pour faire cultiver les terres abandonnées. Il vient, d'autre part, par un second décret, de constituer, dans chaque département, un comité agricole qui aura pour mission d'organiser la production agricole.

Idées excellentes, mais qui, pour donner des résultats pratiques, nécessitent des ouvriers.

Or, actuellement, que reste-t-il dans nos campagnes ? Des vieillards et des femmes, de tout jeunes gens et des hommes incapables d'être aux armées. Ce n'est pas assez puisque l'agriculture ne peut assurer ni les ensemencements, ni les récoltes. A telle enseigne que le nombre des terres non cultivées devient de plus en plus élevé, que la récolte de l'année dernière était déficitaire et que celle de cette année présentera une nouvelle et considérable diminution.

On peut, évidemment, faire venir de l'étranger tout le blé dont nous avons besoin, puisque nous avons la liberté des mers ; mais on sait à quels prix sont les frets et par conséquent la hausse des frais de transport.

Il importerait donc de trouver sur place la plus grande quantité de blé possible.

Pour avoir du blé, il faut cultiver la terre ; pour cela il faut de la main-d'œuvre.

On en manque. En aura-t-on suffisamment après la guerre ? C'est peu probable.

L'industrie prendra nécessairement un essor très grand lorsque la paix aura ramené les conditions de vie normale. On sent combien il sera indispensable de faciliter le développement industriel et il est bien certain qu'une partie des ouvriers agricoles s'achemineront vers les usines.

On en pourra discuter, du point de vue social, mais ce sera un fait qui appauvrira encore la main-d'œuvre agricole.

De cette situation le gouvernement ne paraît pas se préoccuper.

En cela, comme malheureusement en beaucoup de matières, il ne voit que les besoins du moment — sans d'ailleurs y apporter souvent une aide efficace — mais il ignore totalement les difficultés de l'avenir.

Le problème consiste à faire produire la terre, avec peu d'hommes ou sans hommes.

Il n'est pas insoluble — puisqu'on peut remplacer le travail humain par la machine.

Au fait des essais de moto-culture ; ils n'ont pas été malheureux. Il n'y a qu'à les généraliser.

Sans doute, la machine agricole n'est pas utilisable partout, dans tous les terrains et dans toutes les régions.

Il faut choisir les régions où elle est susceptible de rendre des services. C'est une enquête à faire, très simple. Et lorsqu'on connaîtra les régions susceptibles ou non d'être travaillées par la machine, on pourra augmenter l'emploi des hommes là où la machine agricole est inutile, et le diminuer là où, au contraire, elle peut servir.

Il sera alors relativement facile d'équilibrer la main-d'œuvre.

Une machine peut remplacer trois hommes et douze chevaux. On voit l'économie de forces humaines qu'elle permet de réaliser.

Qu'attend-on pour en organiser l'utilisation ? Est-ce qu'il n'appartiendrait pas au gouvernement de prendre lui-même l'initiative de l'achat des machines, puis de s'entendre avec les syndicats agricoles pour leur emploi ?

Quelles difficultés l'arrêtent ? Aucune.

Il lui suffirait de faire voter par le Parlement un projet de loi l'autorisant à acheter des machines jusqu'à concurrence d'une somme à fixer et d'en établir la distribution d'accord avec les organisations régionales.

Il serait extrêmement simple de décider sous quelle forme les agriculteurs indemniserait l'Etat.

D'autres que nous ont songé déjà à ce système. L'Allemagne et l'Italie ont voté les crédits nécessaires pour les achats de ces machines.

Pourquoi ne le fait-on pas en France ? Ne serait-ce pas faire œuvre nationale que de favoriser ainsi la renaissance de l'agriculture, qui est la véritable richesse du pays ?

L. DALLIER

La Foire de Lyon

On vient de commencer, sur les quais du Rhône, la construction des pavillons qui serviront à l'exposition d'échantillons de la foire de Lyon. Ces pavillons couvriront un espace de plus de deux kilomètres en longueur. Le Canada, à lui seul, a retenu deux pavillons et l'entreprise s'annonce comme devant obtenir un grand succès.

L'ouverture de la foire de Lyon est fixée au 1^{er} mars.

LES DONNÉES MAGNIFIQUES

La Nouvelle-Galles du Sud vient d'envoyer quatre mille sterling au président de la République pour être distribuées en secours dans les départements du nord de la France, 6.000 livres pour le Comité polonais de secours en Suisse, 3.000 livres pour les Serbes et 2.000 livres pour les Monténégrins. Ces sommes proviennent des fêtes données au profit des Alliés en novembre dernier.

L'affaire des billets belges

Le Belge Jules Samuel, âgé de 49 ans, demeurant à Paris, 11, rue de la Boétie, inculpé dans l'affaire d'escroqueries frauduleuses de billets de banque belges à la Banque de France, complicité qu'il partageait avec trois autres compatriotes, était, en outre, poursuivi pour commerce avec l'ennemi. M. Drioux, juge d'instruction, vient de le mettre en liberté provisoire contre caution de 25.000 francs.

Notez ceci :

La direction de l'Echo des Marmites informe les bibliophiles qu'elle crée des abonnements à forfait pour toute la durée de la guerre, au prix de vingt francs. L'abonnement comprend les sept numéros parus, dont les premiers sont presque épuisés, et tous les numéros à paraître d'ici la fin de la campagne.

La direction et la rédaction étant très occupées aux tranchées, adresser les demandes au correspondant de Paris : M. Huet, rue Guersant, 12.

Les idées qui passent...

L'effort anglais

M. Clemenceau (*L'Homme enchaîné*) analyse et commente « les quasi-raisonnements que la gaucherie de M. Dernburg a cousus l'un à l'autre dans les colonnes du *Berliner Tageblatt* pour faire entrer dans la tête des Boches l'idée saugrenue que l'Angleterre serait à bout de forces ».

Les Allemands, explique M. Clemenceau, ne voient dans l'effort magnifique de nos alliés et de leurs coloniaux que le désir de mercenaires haineux qui marchent parce qu'on les paie !

Si M. Dernburg avait la plus légère notion du sujet, qu'il aborde sans être en état de le pénétrer, il saurait que le présent état d'esprit de tous les coloniaux britanniques est de sacrifice absolu à l'égard de la vieille Angleterre. C'est un Australien qui me disait naguère : « Jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier sou, cette devise de lord Kitchener nous l'avons faite nôtre, par sentiment aussi bien que par intérêt, et soyez sûr que nous n'épargnerons rien pour le salut de notre sang, sur quelque terre que ce soit. » De l'Inde même, qui, hier encore, jetait des bombes à son vice-roi, et où grandissent tant de révoltes qu'un agitateur hindou a pu me dire, l'année dernière : « Dans dix ans, il n'y aura pas un Anglais sur notre territoire », qu'avons-nous vu, sinon le Pathan, le Gourka venir combattre et tomber devant Calais, pour la défense de l'Angleterre ? Spectacle sans précédent, pour qui se souvient de cette terrible lutte de colonies tyrannisées où sombra la Grèce antique dans la guerre du Péloponèse.

Et, revenant sur les innombrables erreurs de psychologie commises par les Allemands, qui ont presque tout prévu, mais n'ont rien compris, il termine son article par cette image amusante :

De telles fautes se paient. Chaque jour nous rapproche de l'échéance. Que sert-il de nier stupidement la dette, comme M. Dernburg ? Je vois, sur tous nos fronts, de solides alignements d'huissiers.

L'effort russe

Notre confrère du *Journal*, M. Ludovic Naudeau, a interviewé le général Polivanoff, ministre de la guerre de Russie. Et ce dernier, après lui avoir fait toucher du doigt la formidable activité de la fabrication actuelle de canons, fusils, obus, due aux usines russes, lui a dit ceci :

L'artillerie russe, de plus en plus, peut faire à son tour des feux d'ouragan et, de plus en plus, sa puissance se fera sentir. Bien des choses ont manqué à un moment donné. C'est, hélas ! trop vrai ; mais, désormais, les plus graves lacunes sont comblées. Bien des choses ont manqué, mais tout a fini par se faire et par se faire même assez vite.

Dés maintenant, notre chemin de fer d'Arkhangel à Volodga, qui était à voie étroite, est entièrement transformé et reconstruit à voie large. La glace obstrue, il est vrai, actuellement, la mer Blanche, mais nous espérons surmonter peu à peu cet obstacle. Quant à la troupe, inutile de le dire, son moral est excellent, grâce à une mobilisation en grande masse, qui a été ordonnée il y a quelques mois, et au doublement du nombre des dépôts.

La conclusion du ministre russe est réconfortante :

En un mot, à mesure que la guerre se prolonge, les forces des Alliés augmentent et celles des puissances centrales diminuent. C'est un fait auquel il n'y a rien à opposer. Certes, nos ennemis sont encore, à l'heure actuelle, énergiques. Les Allemands, admettons-le, pourront peut-être inventer encore quelque nouvel appareil, quelque nouvel engin ; mais c'est en vain qu'ils attendraient de ces expédients une modification quelconque du destin, qui est fatal. Derrière les quatre alliés, il y a les ressources naturelles de l'univers entier. Derrière les armées des puissances centrales, le sol s'épuise et devient branlant.

La défense aérienne de Paris

M. Raoul Anglès, député et aviateur, qui a concouru le 29 janvier (en qualité d'aviateur et non de député) à la lutte contre le zeppelin, donne, sur la défense

aérienne de Paris, sa consultation au *Matin* :

Nul doute que si, le 29 janvier, tous nos avions avaient été munis de pièces d'artillerie, le zeppelin aurait eu des chances de succomber dans la lutte. Ayons donc des avions-canoniers en aussi grand nombre que possible, avec des projecteurs à bord pour éclairer leur but. Ce seront de véritables batteries aériennes qui, en se déplaçant rapidement, à une hauteur même un peu inférieure à celle du dirigeable, harcèleront ce but essentiellement vulnérable et, sous une grêle de projectiles, finiront par l'atteindre. Là est la vérité en matière de défense aérienne ; là est la condition essentielle et quasi assurée du succès. C'est dans cette voie qu'il faut travailler : la sécurité de Paris est à ce prix.

M. Henry Bérenger (*Paris-Midi*) approuve pleinement M. Anglès :

M. Raoul Anglès vient tout à fait à point pour confirmer dans le *Matin* ce que tous ses camarades aviateurs avaient déjà dit à la commission sénatoriale de l'armée : à savoir que la défense aérienne de Paris est parfaitement possible même par temps de brouillard.

Il faut, pour cela, combiner trois éléments différents : le croiseur aérien, le ballon captif, l'avion de chasse.

Il faut en faire une flotte de combat capable de se porter en avant de Paris pour le mieux défendre.

Il faut armer cette flotte des canons nécessaires, lui donner les obus et fusées incendiaires qu'elle réclame, la doter des stabilisateurs automatiques qu'elle devrait avoir depuis longtemps, l'appuyer par l'artillerie spéciale des forts et des auto-canoniers, lui imposer l'unité de direction et la discipline absolues, bref organiser stratégiquement la défense aérienne de Paris.

Le Comité de Salut public

Du *Rappel*, ces lignes sur le problème, un peu délaissé, du Comité de Salut public :

Il n'y aura plus de question du Comité de Salut public quand le ministère gouvernant hardiment fera sentir à la France que son actif militaire et moral est « réalisé » pour la libération du territoire et la destruction de l'ennemi grâce à la coordination des efforts des Alliés.

Quand ?

Zeppelins et presse boche

La presse boche s'occupe de nous, — de nous presse française, — avec une insistance particulière. Parmi les journaux qu'elle lit, il en est un qu'elle note de ses fureurs. Et c'est *L'Œuvre*. Voilà qui nous flatte.

Il y a quelques jours, la *Gazette de Cologne* nous traitait de « journal éminemment patriote » (*hochpatriotischen*), ce qui, dans l'esprit des folliculaires allemands, constitue sans doute le summum de l'infamie. Deux jours après, *L'Œuvre* fut prise à partie par un journal de Stuttgart.

Et voici la *Gazette* précitée de Cologne qui nous consacre à nouveau sa copie boche. Nos lecteurs se souviennent qu'au lendemain de l'attaque des femmes et enfants de Paris par un zeppelin, *L'Œuvre*, autorisée (?) par ce bon M. Jules Gautier, eut devoir donner des précisions d'un ordre spécial sur certains points de chute des bombes. Nos lecteurs comprirent à demi-mot pourquoi nous parlions ainsi.

La *Gazette de Francfort*, dans son numéro du 3 février, s'empara de notre « information » et la fit sienne en ces termes :

De la frontière française, 3 février (par télégramme). — Alors que l'aéronaut allemand qui attaqua Paris samedi soir avait survolé la partie nord-est de la capitale, la deuxième attaque qui eut lieu dimanche soir fut dirigée contre le quartier de Montrouge, où le croiseur aérien jeta deux bombes sur la rue d'Alsace et une troisième sur l'avenue d'Orléans. Il a laissé tomber principalement ses bombes sur quelques localités de la banlieue parisienne. Suivant une autre version, Sceaux, au sud de Paris, aurait également reçu des bombes.

Notre but, fort clair, a donc été atteint. Nous désirions égarer l'ennemi. Nous y avons réussi.

A la Monnaie

L'administration des Monnaies et Médailles vient de recevoir des gouvernements de Serbie et du Monténégro la commande de pièces de monnaie que ceux-ci ne peuvent plus frapper eux-mêmes dans leurs propres usines.

A propos des séries de pièces françaises frappées depuis la guerre, rappelons que celles fabriquées à Castelsarrasin au début des hostilités portent la lettre C. Un million de pièces de deux francs et quarante mille pièces d'un franc témoignent de cette origine. Quant aux nouvelles pièces de cinq et de dix centimes fabriquées avec des flans fournis par l'étranger, elles portent une petite étoile.

INTELLIGENCES AVEC L'ENNEMI

Le premier conseil de guerre a condamné hier, par contumace, à la peine de la détentation perpétuelle dans une enceinte fortifiée, un Allemand naturalisé italien, nommé Giuliani. Cet indésirable, qui habitait, avant la guerre, à Brescia (Italie), était propriétaire d'une importante usine à Ludwigshafen (Allemagne) et était inculpé d'intelligences avec l'ennemi en tant que procureur de l'aluminium à l'Allemagne.

Malgré les actives recherches dont il était l'objet, il n'a pas été possible au service des recherches de mettre en état d'arrestation cet individu.

LA VIE CHÈRE

Marché très animé, hier matin, aux Halles centrales, par suite des approvisionnements qui ont été très abondants dans tous les pavillons. Les poissons sont toujours en hausse ; on enregistre une différence de 1 franc pièce sur le maquereau, entre 1912 et 1916 ; de sept francs le cent entre les deux mêmes années pour le hareng français, et de près d'un franc par kilo pour la raie. En conséquence, depuis deux ans, les arrivages de poissons d'espèces les plus communes vont en diminuant, tandis que les prix suivent une progression inverse.

VIANDS	
	Le kilo
Pot-au-feu	1,20 à 1,80
Aloyau entier	1,80 à 2,90
Veau entier	2,20 à 3,40
Epaule de veau	1,90 à 2,40
Mouton entier	2,00 à 3,20
Gigot	2,60 à 3,60
Ragoût de mouton	1,60 à 2,20
Porc entier	2,50 à 3,00
VOLAILLES	
	Le kilo
Poulet	3,90 à 4,60
Lapin	2,80
Oie	2,50

NOUVELLES DE LA DERNIÈRE HEURE

LA DESTITUTION DU « VORWAERTS »

Une dépêche a fait savoir que les grands du Socialisme allemand ont décidé de créer une Correspondance hebdomadaire qui sera le moniteur officiel du parti, en lieu et place du Vorwaerts, lequel est dépourvu de cette qualité parce que la majorité du groupe le trouve trop complaisant à la minorité.

Or, l'attitude du Vorwaerts est le symptôme le plus instructif que nous possédions sur l'état d'esprit des masses en Allemagne. Voici pourquoi :

Les députés socialistes vivent, comme les autres, dans l'atmosphère parlementaire ; ils ont le contact des ministres, de la secrétairerie d'Etat, du haut fonctionnarisme, en un mot, de la « gouvernabilité » ; ils en arrivent donc, consciemment ou non, à régler leur attitude sur les commodités et les désagréments qu'ils peuvent rencontrer dans ce milieu où, bien acclimatés, ils entendent se ménager les amitiés, les protections, les faveurs, en un mot, le modus vivendi qui rend l'existence politique supportable, agréable, profitable peut-être. C'est pourquoi ils s'interdisent toute opposition effective ; c'est pourquoi ils se sentent dans l'opportunisme gouvernemental ; c'est pourquoi leur titre de « socialistes impériaux » est parfaitement mérité.

Le Vorwaerts, entreprise commerciale, se trouverait dans une situation identique s'il vivait des subventions du pouvoir. Mais il est rigide comme Caïen, vertueux comme Aristide et, ce qui le consolide dans sa vertu, c'est que les félicités temporelles lui viennent d'un autre côté ; il vit de son public ; il s'appuie sur la masse solide de ses lecteurs, et il conforme sa conduite à leur sentiment.

Donc, s'il est complaisant aux députés qui ont voté contre les crédits et qui ne sont dans le groupe parlementaire qu'une petite minorité, c'est qu'il sait que les masses, avec lesquelles il doit compter, lui approuvent la minorité insoumise, désapprouvent la majorité approuvée, comme elles désapprouveraient le Vorwaerts s'il était avec ceux-ci au lieu de marcher avec ceux-là.

Par conséquent, si vous voulez savoir quelles sont, en Allemagne, les dispositions des masses, vous le savez, car cet indice est infallible. Et voici qui achève de le prouver :

Quand il s'est agi de remplacer le Vorwaerts destitué, les grands du parti se sont bien gardés de proposer la création d'un journal ; ils se sont contentés d'un petit papier hebdomadaire for privé circulation, qu'ils livrent entre eux, car, pour le grand journal, il aurait fallu le grand public, et ils savent bien que le grand public n'est pas plus avec les socialistes impériaux qu'avec l'empereur. — ACHILLE PLISTA.

LA GUERRE NAVALE

Le ministre de la marine nous communique la note suivante :

« Dans la soirée du 6 février, un croiseur anglais et un torpilleur d'escadre français, qui protégeaient l'évacuation de l'armée serbe, ont rencontré dans l'Adriatique une escadrille de quatre destroyers ennemis. Ceux-ci, aussitôt canonnés, ont fui vers Cattaro.

« Le lendemain, au jour, les deux navires alliés ont été de nouveau attaqués devant Durazzo, un sous-marin ennemi a tenté de couler le croiseur anglais, mais la torpille a manqué le but. Le sous-marin, poursuivi, n'a pu renouveler son attaque. »

COMMUNIQUE BELGE

Recrudescence d'activité de l'artillerie sur tout dans la région entre Pervyse et Dixmude, où de nombreux travailleurs ennemis ont été dispersés.

Actions de détail sur tout le front russe

Communiqué russe

Petrograd, 8 février. — Front occidental. — Dans la région de Riga, les Allemands ont tiré avec de grosses pièces ; notre artillerie a riposté avec succès.

Dans la position de Dvinsk, fusillade et canonnade un peu plus animées que d'ordinaire.

Entre les lacs Medouss et Dempen, un fort parti d'éclaireurs allemands a tenté de s'approcher de nos retranchements, mais il a été chassé par notre fusillade.

En Galicie, sur le front de la Strypa moyenne, il s'est produit une série d'escarmouches de nos éclaireurs avec des partis d'éclaireurs ennemis.

Dans la région d'Oussietchko, l'ennemi a tenté d'avancer et de passer la rivière, mais il a été repoussé par notre feu.

Mer Noire. — Nos navires ont bombardé efficacement les positions turques dans la région du littoral.

Près des côtes d'Anatolie, nos torpilleurs ont eu un duel avec une batterie de la côte turque qui ne leur a causé aucun dégât et ils ont été aussi attaqués sans succès par un sous-marin turc.

L'escadre de nos hydroplanes a attaqué avec des bombes un grand vapeur mouillé au môle de Sunguldak.

Front du Caucase. — Les combats continuent à notre avantage.

Plan d'offensive allemande

Petrograd, 8 février. — Des officiers ennemis faits prisonniers ces jours derniers rapportent qu'un bruit circule dans l'armée allemande selon lequel des forces germaniques importantes seraient lancées très prochainement sur celles de Dvinsk et de Riga ; après quoi, une offensive décisive serait conduite contre ces villes. Cette offensive est attendue mi-mars et jusqu'alors, les Allemands auraient décidé de ne rien entreprendre. Les mêmes prisonniers relatent aussi que tous les congés et permissions sont suspendus dans les armées allemandes des fronts de Riga et de Dvinsk.

Londres, 8 février. — On mande de Petrograd au Daily Telegraph :

« L'ennemi ayant reconnu l'impossibilité d'effectuer une attaque de front contre la ligne russe projetée, un large mouvement tournant sur les deux flancs.

« Au nord, le plan serait exécuté à l'aide de sa flotte, dont la tâche serait de balayer les bâtiments russes de la Baltique et de forcer l'entrée du golfe de Riga ; à l'autre extrémité du front, l'ennemi se propose de frapper la Russie à travers la Roumanie, qui sera forcée de prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants. »

Torpilleurs contre sous-marin

Sébastopol, 8 février. — Des torpilleurs russes ont découvert sur la côte d'Anatolie un sous-marin ennemi. Ils l'ont pris en chasse et ont ouvert un feu violent sur lui. Le sous-marin a lancé une torpille qui a manqué son but ; il a plongé, criblé d'éclats de projectiles. L'issue du combat est inconnue.

AU CAMEROUN

Communiqué officiel du ministère des colonies de Belgique :

Le Havre, 8 février. — Le commandant des troupes belges qui participent à la campagne du Cameroun annonce qu'un détachement sous ses ordres est arrivé le 28 janvier à Jaunde, où il a opéré sa jonction avec les forces françaises et britanniques.

Les pavillons des trois nations ont été hissés sur la place et les honneurs militaires leur ont été rendus.

VOYAGE DE M. BRIAND A ROME

Rome, 8 février. — Le prince Colonna, maire de Rome, donnera dans l'après-midi de vendredi un thé au Capitole en l'honneur de M. Briand.

La réception aura un caractère strictement officiel. Seules les grandes charges de l'Etat y seront invitées.

Le maire fera les présentations à M. Briand avec le cérémonial d'usage. Un programme musical sera exécuté.

Les États-Unis et l'Allemagne

L'attitude du président Wilson

Londres, 8 février. — Le Morning Post, examinant la seule alternative qui reste au président Wilson, écrit :

« Critiquer l'action du président Wilson serait impertinent de notre part. Nous ne pouvons cependant nous empêcher de surveiller attentivement sa conduite dans la poursuite des négociations actuelles avec une nation que toutes les grandes puissances européennes considèrent comme étant l'ennemi implacable de tous les principes humanitaires défendus par l'Amérique.

« Ou bien les États-Unis approuvent l'intention de l'Allemagne de rendre le meurtre légal, ou bien ils y sont opposés. Le président Wilson a déjà fait son choix en termes peu équivoques. Beaucoup dépend maintenant, pour le présent et l'avenir, de sa prochaine décision.

Londres, 8 février. — Le Times consacre au président Wilson un article dans lequel il écrit :

« Il est impossible de supposer que le président Wilson soit prêt à renoncer aux principes qu'il a défendus avec une force morale et une puissance de raisonnement qui lui ont valu l'admiration et le respect des deux côtés de l'Atlantique. Nous ne pouvons pas croire qu'il soit sur le point de renoncer à l'essence même de ses demandes et à la base morale sur laquelle elles reposent.

« Le président Wilson ne peut pas moins faire qu'exiger le désaveu de la destruction du Lusitania. S'il exige cette soumission, il aura rendu à l'humanité le plus grand service. »

Washington, 8 février. — Bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été faite sur le règlement de l'affaire du Lusitania, les hauts fonctionnaires autorisés à dire que les États-Unis et l'Allemagne sont virtuellement d'accord.

La vie en Allemagne

Copenhague, 8 février. — Le Vorwaerts de Berlin fait remarquer au sujet des nouvelles cartes de viande qu'il n'y avait pas de viande sur le marché lorsque les ménagères se sont présentées munies de leurs cartes. « Il faudrait, écrit le journal, que le bourgmestre de Berlin vint juger par ses propres yeux de ce spectacle pour comprendre qu'une assistance immédiate s'impose. »

Le correspondant berlinois du Nieuwe Rotterdamse Courant énumère parmi les articles qui font le plus défaut à la population de la capitale le riz et le savon.

Amsterdam, 8 février. — D'après la Gazette de Cologne, l'administration militaire allemande a fait savoir aux Chambres de commerce que savoir des questions restent à régler au sujet de la saisie des textiles et qu'il ne faut pas s'attendre à certains tâtonnements. L'administration militaire a annoncé une révision des prix.

Le Vorwaerts fait remarquer que la saisie des textiles aura une répercussion économique énorme, puisque cette industrie emploie aujourd'hui 334.000 ouvriers.

Le correspondant du Nieuwe Rotterdamse Courant à Berlin, déclare que les nouveaux règlements sur la saisie des textiles sont d'une telle obscurité que personne ne s'y reconnaît. « Heureusement, dit-il, les mesures ont été prises au moment où nous pouvons encore user nos vêtements d'hiver. »

Guillaume auteur d'un hymne à Guillaume

La Gazette de Voss annonce que l'empereur Guillaume a chargé un compositeur viennois de lui mettre en musique un texte versifié de son invention. Le morceau, paroles et musique, sera le nouvel hymne national du peuple allemand.

L'hymne menacé de déchéance est affecté de trois motifs d'incapacité plus graves l'un que l'autre.

D'abord le Heil Dir im Siegerkranz n'a pas été composé pour Guillaume ; et cette raison suffit.

Secondement, il est d'origine anglaise ; sa mélodie est celle du God save the King anglais, ce qui le rend abominable.

Troisièmement, sa mélodie est aussi celle de l'hymne national helvétique, identité d'où naissent des confusions de devoirs très dangereuses pour les colonels suisses.

La fin du « L-19 »

Prétentions effrontées des Allemands

Genève, 8 février. — Selon la Deutsche Tageszeitung, le zeppelin L-19, qui a péri dans la mer du Nord, avait participé à l'incursion sur l'Angleterre.

Le même journal, les Hamburger Nachrichten, et beaucoup d'autres avec eux engagent une campagne agressive contre la Hollande. Le L-19, à ce qu'on assure, fut abattu à coups de fusil par les soldats de l'île Ameland. Or, disent ces journaux, si les balles des fusils ont pu l'atteindre à son passage, c'est qu'il volait bien bas, et s'il volait si bas, c'est qu'il était déjà avarié.

Ceci étant, il aurait dû être respecté et échapper à toute attaque. Bien plus, le droit des gens exigeait qu'il pût atterrir et trouver tous secours utiles, exactement comme un vaisseau en détresse qui se réfugie dans un port pour y faire du charbon.

La Deutsche Tageszeitung demande que des pourparlers soient engagés afin de régler à l'avenir le droit d'asile pour les aéronefs avariés. La Gazette de Francfort s'approprie les réclamations et arguments du journal berlinois.

[Autrement dit, les zeppelins auraient le droit d'atterrir dans les États neutres, sous prétexte d'avarie, et de s'y ravitailler tout à leur aise. En Suisse, l'organisation de ces relais pourrait être confiée aux colonels Egli et von Wattenwyl.]

Le cas du colonel Obrecht

Le gouvernement suisse a démenti la nouvelle erronée de l'arrestation du colonel Obrecht, commissaire en chef de l'armée. Il existe cependant une affaire Obrecht ; la Gazette de Lausanne en publie l'exposé suivant :

« Le personnage qui aurait joué un rôle de premier plan dans ce nouvel incident serait un sieur Bichson, menuisier à Luzelsbuh qui, depuis le début de la guerre, avait élu domicile au Bellevue-Palace à Berne et s'était improvisé courtier en riz, en pétrole, saindoux et autres produits. Le colonel Obrecht lui aurait revendu des marchandises qu'il achetait dans les limites de sa compétence au nom du commissariat de l'armée. L'enquête tirera au clair le rôle du sieur Bichson. Il serait particulièrement intéressant de savoir pour le compte de qui il agissait. Quant au colonel Obrecht, il avait reçu l'ordre de s'abstenir de toute opération commerciale, hormis celles intéressant uniquement l'armée. Malgré cela, il a engagé la Confédération dans un très gros achat de riz vendu au sieur Bichson. Avant son arrivée au port de Marseille, l'entrée du navire fut refusée. Le navire fut alors acheminé sur Gênes où il se trouve encore et où le riz, qui ne fut jamais expédié en Suisse, fait paraître les délices de la gent souricière. »

UN ELEVE-PILOTE SE TUE

Chartres, 8 février. — Samedi soir, un élève-pilote, appartenant à l'école militaire d'aviation de Chartres, en effectuant les épreuves du brevet sur le parcours Chartres-Buc-Orléans, a fait une chute mortelle en atterrissant à Buc.

LE CANAL DE MARSEILLE AU RHONE

Le ministère des travaux publics de Paris a reçu avis que le percement du souterrain de Rove est achevé ; les galeries partant des deux extrémités opposées se sont, exactement rencontrées, comme l'avaient prévu les colucis. Il ne reste entre elles qu'un bouchon de cinq mètres d'épaisseur qui tombera dès que le ministre en donnera l'ordre.

Ainsi se trouve menée à bonne fin une partie essentielle des travaux commentés en 1910 pour la construction du canal de Marseille au Rhône.

1^{re} Marque Française

CRÈME SIMON
Unique pour la toilette

La reconstitution de l'accident de Saint-Denis

Saint-Denis, 8 février. — Cet après-midi, à 3 heures, M. le Cornu, membre de l'Institut, et M. le commandant Loiseleur, délégué par le ministre de la guerre, comme expert-adjoint, MM. Rollin, inspecteur principal de la Compagnie du Nord, et Sarrazin, chef de gare de Saint-Denis, ont procédé à la reconstitution de la manœuvre du train de marchandises qui a occasionné la catastrophe de Saint-Denis, en présence de l'équipe au complet qui, la soir de la catastrophe, avait été chargée de la manœuvre des wagons.

Les experts se sont rendu compte de la façon dont les wagons avaient pu dérailler.

Les experts se sont montrés très réservés sur leurs conclusions.

Ils ont interrogé, à la suite de la manœuvre, l'homme d'équipe Dubrana et le surveillant Garçon.

Jusqu'à présent, il n'y a pas encore d'inculpation.

D'autre part, la reconstitution de cet après-midi a permis de se rendre exactement compte de la façon dont la catastrophe avait pu se produire. Lors de la rapide du Calais a rencontré sur sa route le wagon qui s'était renversé, la locomotive l'a projeté assez loin en dehors des rails, mais pendant le choc un des essieux du wagon de marchandises tamponné était resté accroché à l'avant de la locomotive du rapide et c'est cet essieu qui, 100 mètres plus loin, exactement devant la cabine d'exploitation n° 1, est venu se coincer dans un fer en U, faisant dérailler la locomotive.

COURRIER DES THÉÂTRES

Ge soir :

Comédie-Française, 8 h., la Princesse Boréane, la Figurante ; Odéon, 8 h., Charles II et Buckinham ; Porte Saint-Martin, 7 h. 45, Anna Karenine ; Théâtre Sarah-Bernhardt, 8 h., le Châtaignier ; allé, 8 h. 30, Vous n'avez rien à déclarer ? ; Théâtre Antoine, 8 h. 15, la Belle Aventure ; Apollo, 8 h. 15, la Cocardie de Mini-Pinson ; Renaissance, 8 h. 30, la Puce à l'oreille ; Trianon-Lyrique, 8 h. 15, Rip ; Gaité, 8 h. 30, Vous n'avez rien à déclarer ? ; Théâtre Antoine, 8 h. 15, la Belle Aventure ; Apollo, 8 h. 15, la Cocardie de Mini-Pinson ; Renaissance, 8 h. 30, la Puce à l'oreille ; Palais-Royal, 8 h. 30, le Poilu, Hortense a dit : « Je m'en fous ! » ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, Kik ; Variétés, 8 h. 30, Miquette et sa mère ; Gymnase, 8 h. 45, les Deux Vestales ; Capucines, 8 h. 15, la Française, Oh ! pardon ; Vaudeville, 8 h. 15, Cédric ; Cluny, 8 h. 30, Ferdinand et le Noctur ; Déjazet, 8 h. 30, les Fiancées de Rosalie ; Grand-Guignol, 8 h. 45, l'Angoisse, le Siège de Berlin ; Folies-Bergère, 8 h. 30, Jusqu'au bout ; Scala, 8 h. 30, Tante ; Nouveau-Cirque, à 8 h. 30, l'Éclair des nuages ; Concert Mayol, 8 h. 30, Madame Bon-Bon ; Ba-Ta-Ban, 8 h. 30, la Crévette ; Ta-Clan, 8 h. 30, Un Bouchon ; Gaité-Rochefort, 8 h. 30, C'est Mini ; Alhambra, 8 h. 30, Olympe ; Nouveau-Cirque, à 8 h. 30, attractions ; Quai-Arts, au Moulin de la Chanson, à la Paix qui chante, à la Chanturière et au Cagibi, à 8 h. 30, revues et chansonniers.

VIN de PHOSPHOGLYCERATE de CHAUX
DE CHAPOTEAUT.
FORTIFIANT STIMULANT

Recommandé Spécialement aux
CONVALESCENTS, ANÉMISÉS, NEURASTHÉNIQUES, Etc., Etc.

Dans Toutes les Pharmacies. VENTE EN GROS : 8 RUE VIENNE, PARIS.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELHOFF et ROCHÉ, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE »
du 9 février 1916

La Poilue

PAR

Une PREMIÈRE de la rue de la Paix

TROISIÈME PARTIE

III

La carte magique

Elle repense aussi aux fils téléphoniques par deux fois arrachés de façon si mystérieuse... Et coïncidence singulière, pourquoi Otto trouve-t-il toujours le moyen de disparaître aux heures tragiques ? Elle repense à cela et à tant d'autres petits faits bizarres, insignifiants à première vue, mais combien troublants, combien probants à cette heure où l'horrible vérité se présente pour la première fois claire et précise à son esprit.

A travers les créneaux de la tranchée, depuis un long moment, le commandant armé d'une forte jumelle étudie l'horizon calme. Là, tout près, les fils de fer barbelés qui recouvrent le sol donnent l'impression d'une gigantesque toile d'araignée aux tons bleuâtres. Et c'est à peine si les blockhaus de mitrailleuses formant un léger renflement révèlent leur présence par de petits battements saccadés et sournis. A deux cents mètres, on aperçoit encore une sorte de crête ondulée qui scintille au soleil. Ce sont les poteaux de la première ligne allemande.

Là-bas et ici, de chaque côté de ce lambeau de plaine aux tendres reflets poétiques, des hommes et des hommes sont terrés attendant l'heure de s'entre-tuer, mais rien ne bouge, tout est tranquille, reposé. On ne voit rien ; rien, sinon, de temps en temps, une grosse hirondelle noire, ailes repliées, qui pique vers le ciel, s'incline et retombe à une vitesse vertigineuse dans un fracas infernal.

Le commandant quittant son poste d'observation s'en revient, un pli au front, le masque soucieux, vers ses officiers. L'un d'eux tire un calepin de sa poche et attend stylo en main. Pour se comprendre, à peine ces hommes au visage magnifié par la souffrance ont-ils besoin d'échanger quelques paroles brèves.

Mais une fois encore avant de prendre une décision, le commandant retourne

coller sa lorgnette aux créneaux pour y revivifier presque aussitôt et dicter à voix basse après avoir secoué la tête, comme pour se fortifier dans une idée : « Fils de fer intacts, épais sur cinquante mètres au moins. Les mitrailleuses semblent nombreuses, mais sans que l'on sache où elles sont. Le tir d'artillerie n'a eu aucun effet sur ces défenses. Les... »

Mais la voix s'atténue et Lina, que le hasard a placée près du groupe, ne saisit plus rien.

A peine le dernier mot est-il tracé que le commandant demande toujours à voix basse :

— Qui envoyer ?

Les officiers cherchent une seconde. — Becker, mon commandant, il est débrouillard, propose l'un d'eux.

Et faisant signe à Otto qui s'avance ému, l'officier lui remet la note cachetée avec ordre de la porter au général de brigade à six kilomètres de là.

En le voyant partir, Lina est prise d'un tel tremblement que, d'instinct, elle appuie ses mains à son menton pour empêcher ses dents de s'entrechoquer.

Personne ne dit plus mot.

L'humidité chaude de la tranchée rend l'atmosphère à la fois étouffante et glaciale, mais les braves entassés là et aguerries à toutes les calamités n'ont

point de raisons de sentir plus durement leur misère dans ce terrier-ci que dans un autre. Et pourtant une invincible anxiété semble les étreindre tous.

Les uns tirent leur pipe et la bourrent en silence, les autres poussent de gros soupirs vite refoulés.

Un grand garçon mince, d'aspect maladif, deux fois cité à l'ordre du jour, courageux comme dix, demande soudain d'une voix mélancolique à son voisin, un petit acteur déjà connu :

— Dis donc, crois-tu qu'on pense encore à nous, à Paris ?

Et l'autre répond :

— Même ceux qui pensent à nous n'imaginent pas ce que c'est que la guerre...

Et le temps passe... lentement, dans une sorte de torpeur angoissée.

Enfin Otto reparait et, la tête haute, le regard droit, il tend au commandant le feuillet qu'il est allé porter au général : la réponse est écrite au verso.

Mais à peine le commandant a-t-il jeté un regard sur le feuillet qu'il murmure, les traits crispés :

— C'est fou ! fou ! fou !

Et comme pour se persuader à lui-même qu'il n'a pas la berlue, il relit à demi-voix :

— Ordre au commandant d'attaquer avec trois compagnies à 18 heures 30.

après un tir de crapouillots d'une demi-heure.

Passant la main sur son front, il répète encore :

— C'est de la folie !... de la folie !

— Qu'allez-vous faire, mon commandant ? demande un officier.

— Mon devoir est d'obéir...

Mais, ce disant, son regard embrasse la tranchée d'un bout à l'autre, puis s'arrête longuement, paternellement sur tous ces hommes qu'un geste de lui peut envoyer à la mort...

On sent qu'un combat se livre entre son cœur pitoyable et sa conscience de soldat discipliné.

...Oui, son devoir est d'obéir ; mais l'ordre qu'on lui donne est insensé.

Un tir de crapouillots d'une demi-heure sera insuffisant. Et trois compagnies aussi seront insuffisantes pour attaquer cette forte position ! Autant envoyer les hommes à la boucherie !

Eh ! bien non, non, il ne peut pas faire ça...

Brusquement il rappelle Otto Becker et lui demande :

— Le général a-t-il un peu étudié la note avant d'y répondre ?

— Longuement, mon commandant.

— Pourquoi ne l'a-t-il pas gardée ? Pourquoi a-t-il écrit sa réponse au verso ?

(La suite à demain)